

2

Les ajustements des planteurs et leurs fondements géographiques

Pierre JANIN

Selon Adalbert, un des 800 000 petits planteurs camerounais, depuis 1994, rien n'est plus comme avant. Mais rien n'a changé non plus. Certes, on est passé d'une économie administrée et protectionniste à une économie de marché où une mise en compétition de tous les acteurs des filières exportatrices est supposée mieux répercuter au planteur le prix international. Mais, pour Adalbert, cacaoculteur bête, ce sont toujours les mêmes après négociations avec les collecteurs privés à la pesée des sacs et au paiement de la récolte, les mêmes arbitrages déchirants entre investissements productifs et dépenses sociales et des difficultés accrues pour scolariser, soigner et habiller ses enfants. Si les prix mondiaux ont été élevés au moment de la dévaluation induisant un satisfecit chez les décideurs, leur plongeon récent ne permet plus une « juste » rémunération !

C'est que ce changement de mode de régulation modifie sensiblement son mode de gestion du risque et de l'incertitude en lui répercutant plus brutalement qu'avant la volatilité des

prix mondiaux, physiques et à terme. En le réintégrant au cœur du marché mondial, au coude à coude avec les grandes plantations industrielles brésiliennes et les autres arboricultures intensives asiatiques, il expose Adalbert à plus d'instabilité sur les prix, due à une concurrence exacerbée récemment par les dévaluations des pays d'Asie du Sud-Est et du Brésil.

Pour survivre, Adalbert devra s'adapter aux incitations positives ou négatives des prix, maintenir sa production en ayant un recours élastique à des intrants toujours plus coûteux et, parallèlement, multiplier ou diversifier ses activités afin d'atténuer la variabilité de ses revenus. A tout moment, il devra ou s'insérer ou se retirer temporairement du marché, tout en « mettant en veilleuse » ses plantations sans les abandonner ou les arracher. Il devra ainsi en permanence faire preuve d'une grande flexibilité tout en essayant de gérer à long terme. Toutes choses qu'il effectue cependant déjà de manière empirique. La question est de savoir si cette adaptabilité propre à l'agriculture familiale peut se maintenir dans un contexte d'instabilité renforcée.

Les réactions face à l'instabilité, à l'imprévisibilité et la confusion dans la gestion des filières

Comment les planteurs ont-ils vécu la rupture avec l'économie administrée et protégée ? Ils pouvaient attendre de l'avènement du marché une amélioration du fonctionnement des filières et une revalorisation de leur condition économique. Si ces attentes ont été partiellement comblées de manière temporaire avec la dévaluation, le marché reste « imparfait ».

Une grande confusion pénalisant « l'origine Cameroun »

Depuis le démantèlement des filières protégées et étatisées, l'État s'est mis en congé des planteurs (Janin 1996). S'il a

remis en place une taxe à l'exportation après la dévaluation, la libéralisation mise en œuvre a permis l'apurement des différents arriérés et un nouveau partage négocié de la rente, redonnant aux planteurs une meilleure part du prix international.

Quatre campagnes après la libéralisation, il règne une grande confusion dans les filières, même si la situation se stabilise avec le temps. Le nombre d'opérateurs privés a été jusqu'à quatre fois celui de la Côte d'Ivoire pour un tonnage de cacao dix fois moindre. Et l'on a vu s'instaurer une répartition tacite des zones d'achat et réapparaître des pratiques oubliées pénalisant parfois les producteurs et pesant sur la qualité du produit¹ : fraude à la pesée, prévente de la récolte à vil prix, enlèvement de cacao humide et mal fermenté, achat de café mal lavé et hâtivement déparché. En conséquence, les produits camerounais sont déclassés et souffrent d'une décote financière. Se pose avec acuité le problème de la qualité des produits exportés et celui de l'accessibilité monétaire des produits phyto-sanitaires mis sur le marché suite au manque de fiabilité des vendeurs. Certains individus ayant pris l'habitude de revendre plusieurs fois un même stock au plus offrant, l'acheteur ignore si son contrat pourra être honoré au prix et à la qualité convenus.

Si les planteurs de cacao préfèrent, en majorité, traiter avec l'acheteur qu'ils connaissent depuis plusieurs années, dans les régions caféières, les planteurs multiplient les partenaires afin de minimiser le risque de non-paiement et d'augmenter la probabilité d'obtenir des livraisons d'intrants. Le café *arabica* du Cameroun est quasiment devenu invendable et le cacao n'est plus recherché. Les relations sociales personnalisées, voire clientélistes, ont ainsi pris le pas sur l'économie de marché, causant une dégradation des produits qu'il devient difficile de corriger.

¹ Pour la campagne 1995-96, environ 29% du cacao récolté était classé « hors standard » tandis que le café arabica de qualité inférieure ou mauvaise (catégories C,D, F et tri) représentait environ 48% de la production.

Des prix instables et une grande imprévisibilité

Si les réformes qui se sont succédées ont bouleversé l'environnement des petits producteurs, les incertitudes économiques qu'elles réintroduisent ne constituent pas une rupture historique. Les planteurs ont gardé le souvenir cuisant des crises passées (1929-1932, 1954-1955, 1964-1965).

Dans la période actuelle, c'est la brutalité des fluctuations de prix sur un intervalle de temps court et le brutal arrêt de l'intervention étatique qui a surpris. A l'heure actuelle, les prix restent fortement tributaires d'événements conjoncturels : déclarations intempestives, spéculation des fonds de pension, stratégie des firmes mondiales, accidents météorologiques (gel, cyclone, sécheresse) et imprévus économiques (crise asiatique, russe ou brésilienne).

La dynamique cyclique des marchés, imposée par les contraintes des systèmes de culture arborés (Ruf 1995) ne semble plus fonctionner. Qui plus est, dans les vieilles économies de plantation à faibles migrations saisonnières de travail comme au Cameroun, la rente-forêt cède la place à une gestion patrimoniale multi-objectifs qui rend les planteurs moins exposés aux soubresauts du marché.

La libéralisation intégrale des filières « marie » les petits planteurs pour le meilleur et pour le pire, au marché (Janin 1995). Instable, le système de prix est de plus imprévisible rendant toute anticipation aléatoire. Il est difficile de provisionner certains investissements car le petit planteur ignore, d'un mois à l'autre, à quel prix sera acheté son café ou son cacao qui lui permettrait de choisir le moment optimal. Ce prix est fonction des incertitudes sur le niveau des récoltes et sur les politiques de stockage. Il peut, en outre, varier, selon l'acheteur et le niveau de concurrence réelle qu'il affronte. La gestion quotidienne des ménages s'en ressent comme les investissements réels.

Les ajustements mécaniques dans la gestion des revenus et de la plantation

Entre 1989 et 1993, les planteurs de café *robusta* ont perdu 78% de leur pouvoir d'achat en francs constants contre 65% aux cacaoculteurs et seulement (!) 60% aux planteurs d'*arabica*. Comment petits planteurs bamiléké et bété ont-ils supporté cette contraction sévère de leur pouvoir d'achat et quels ajustements drastiques ont-ils opérés ? Si le retournement du marché après la dévaluation a permis d'engranger quelques bénéfices substantiels, il n'a malheureusement pu gommer d'un trait les dommages sociaux et compenser des investissements non réalisés.

Au cours du cycle baissier, le phénomène de retour au village a progressé en fonction de la multiplication des difficultés rencontrées en ville par salariés compressés, néo-citadins et jeunes rejetés du système scolaire et s'est avéré être une solution transitoire acceptable. Ce phénomène a, bien évidemment, des conséquences partagées. Lorsqu'il s'agit d'enfants en âge d'être scolarisés, même lorsque la contribution des parents demeurés en ville est effective, l'augmentation des dépenses courantes est inévitable. D'où la nécessité impérative d'opérer des arbitrages financiers entre les différents scolarisés. Au plus fort de la crise, les planteurs n'hésitaient pas à emprunter et à investir pour assurer la scolarité de leurs enfants.

Dans l'univers villageois où règnent méfiance, fatalisme et manque d'information, on est presque toujours amené à parer au plus pressé en fonction de subtiles hiérarchies. La « stratégie de rapprochement des dépenses du revenu disponible » aboutit concrètement à « manger moins bien » et à « supporter la maladie ». La dévaluation a contribué à approfondir ce phénomène en excluant du panier de la ménagère des protéines animales précédemment consommées. La bière, le riz, l'huile sont consommés plus rarement. Faute d'argent, on privilégie souvent des aliments de substitution (viande de brousse, vin de palme).

Phénomène préoccupant également, on est parfois amené à surseoir aux soins de santé les plus élémentaires.

Tableau 1 :

*Marges nettes en Fcfa par hectare productif
(et par journée de travail)*

CONTEXTE CAMPAGNE SUBVENTIONS PX ACHAT/KG	Etatique 1988/89 Fortes 420/475	Crise 1991/92 Faibles 220/250	D. 1993/94 Nulles 150 / 400	L. 1994/95 Nulles 450 / 700	P.-L. 1997/98 Nulles 500 / 1000
Zone cacaoyère extensive	145.000 (2.680)	43.000 (790)	27.000 (500)	84.000* (1.555)*	95.000* (1.760)*
Zone arabica Intensive	87.000 (1.090)	27.000 (340)	35.000 (440)	67.000* (840)*	90.000* (1.150)*

D. : Dévaluation ; L. : Libéralisation ; P.-L. : Post-Libéralisation.

Sources : enquêtes et estimations* (sur la base d'un rendement constant et d'une légère augmentation des charges en zone cacaoyère ; sur la base d'une baisse des rendements et une stabilisation des charges d'exploitation en zone *arabica* ; sans intégrer le coût de la main-d'œuvre familiale, d'installation de la plantation et d'amortissement du capital productif).

L'échec de certaines tentatives conduites dans l'urgence visant à compenser des pertes de revenu aggravent la situation. Si les diversifications vivrières permettent une multiplication immédiate des sources de revenu, il n'en va pas de même pour des activités nouvelles (arboriculture, élevage hors sol, maraîchage) qui requièrent à la fois la maîtrise de savoir-faire nouveaux et un capital de départ. On comprend vite pourquoi il est sage de maintenir une culture d'exportation sur l'exploitation, surtout en pays bété. La plantation n'est relancée que de manière progressive en fonction des contraintes individuelles des planteurs dans la mesure où la marge de profit est souvent

plus que compensée par la flambée du prix des intrants. Tout dépend aussi des dettes contractées et des dépenses sociales indispensables à assumer.

Une grande flexibilité à l'intérieur de contraintes précises

Si la diversification de la production agricole est aujourd'hui favorisée, développeurs et bailleurs de fonds reconnaissent unanimement la nécessité de pérenniser le système des petites plantations familiales. C'est que le rôle géopolitique des plantations paysannes devient déterminant dans un Etat-archipel qui se « desquame » progressivement (Courade et Sindjoun, 1996) et l'on prend conscience de la grande flexibilité d'agricultures familiales capables de plier sans rompre dans un contexte économique perturbé. Mais si les cacaoyères bété se maintiennent, les vergers bamiléké d'*arabica* semblent condamnés pour des raisons agronomiques et géographiques.

Des logiques paysannes plus impérieuses que l'élasticité-prix de l'offre

Peu de producteurs sont inspirés dans leurs stratégies par une rationalité économique standard (Alary, 1996 ; Janin, 1996). Tout se passe comme si le planteur tirait les leçons des crises passées avant de tenir compte d'éventuels prix anticipés. Il procède à des changements de détail afin de préserver des acquis fragiles et il investit à long terme en période de bas prix.

Une modification de la conduite des plantations ne coïncide pas nécessairement avec les prix affichés. Si un prix d'achat élevé est presque toujours considéré comme un facteur décisif par le planteur, un prix peu élevé ne l'est pas forcément. Tel planteur peut décider de « geler » ses plantations parce que « son temps est passé » ou parce qu'il souhaite développer une

activité commerciale. Tel autre peut accélérer le travail de régénération ou étendre ses plantations alors même que les cours sont au plus bas. L'élasticité-prix de l'offre joue rarement à plein en raison de la diversité des objectifs assignés à la plantation (marqueur foncier, patrimoine transmissible, revenus immédiats ou différés, prévoyance intergénérationnelle). Sur les hautes terres de l'Ouest, la culture du café *Arabica* a longtemps servi de marqueur culturel à des sociétés inégalitaires et hiérarchisées et de levier financier pour développer des activités non agricoles. Dans la zone centrale camerounaise, le cacao offrait des perspectives d'enrichissement personnel, d'émancipation individuelle, permettant à l'homme de délaisser sa condition d'agriculteur pour acquérir le statut, apprécié et envié, de planteur. Pour fonctionner parfaitement, il faudrait que le planteur puisse remplacer son café *arabica* ou son cacao par une culture présentant des atouts et contraintes comparables. Autant dire qu'il y a peu de chances pour le cacao en zone forestière, beaucoup plus pour le café *arabica* d'altitude. C'est pourquoi, les comportements extrêmes tels que l'arrachage édicté par le désarroi, se sont surtout développés dans le pays bamiléké, dans des plantations anciennes et dans des exploitations tournées vers le marché.

Dans ces économies de plantation, le petit planteur cherche encore à améliorer la productivité de son travail par la maximisation des facteurs de production non rémunérés afin de limiter les risques d'une trop grande dépendance. Ceci s'explique par le faisceau de contraintes, réelles ou potentielles, qui pèsent sur son environnement et ne permettent pas d'évoluer vers des « stratégies » plus offensives. Cette recherche permanente du meilleur coût/avantage prédispose le petit planteur à une flexibilité qui s'accroît au fur et à mesure que les contraintes extérieures s'élèvent et que son devenir lui semble plus incertain. Dans le cas des cultures d'exportation, la flexibilité est à la fois structurelle et conjoncturelle : structurelle, lorsque le planteur maximise l'utilisation de facteurs de production non rémunérés, tels que la main-d'œuvre familiale ; conjoncturelle,

lorsqu'elle résulte d'événements extérieurs. Dans le même temps, elle varie proportionnellement selon le niveau d'enracinement – agronomique, économique, symbolique – de ces cultures arborées dans les systèmes géographiques et les sociétés.

Dans les zones densifiées, le café *arabica* représente de moins en moins un patrimoine transmissible étant donné sa vétusté et sa densité résiduelle dans les champs en culture associée. Quant à sa valorisation symbolique elle appartient désormais au passé, l'administration par sa politique l'ayant mythifié (interdiction de planter sous les colons, d'arracher après). Si la plantation entre encore dans la succession, c'est d'abord parce qu'elle génère des droits d'appropriation privative dans des terroirs parcellisés et surexploités et parce qu'elle vient traditionnellement confirmer une position dominante au sein du segment de lignage. En réalité, le potentiel agronomique de la plantation compte moins que la qualité des sols de la parcelle. Lors de la répartition successorale, c'est, en définitive, bien elle qui détermine la valeur d'une parcelle plutôt que sa localisation géographique. Elle est davantage le produit de la gestion minutieuse de la fertilité, assurée par chaque responsable d'itinéraire technique, que des potentialités naturelles héritées². Au demeurant, un producteur d'*arabica* sera d'autant moins sensible au prix d'achat proposé qu'il est déjà fortement inséré dans l'agriculture de marché, par le biais du vivrier ou du maraîchage, et qu'il doit effectuer des soins toujours plus coûteux pour maintenir le potentiel productif de son verger quel que soit le prix proposé. Par ailleurs, la décision d'abandonner le café *arabica* sera d'autant plus aisément adoptée que son arrachage sera aisé : les vieilles tiges au système racinaire fragilisé par les ravageurs et les maladies seront ainsi les premières à être enlevées.

Dans les espaces moins saturés des deux provinces considérées, la volonté de maintenir la culture arborée – café *robusta* ou cacao – est restée forte en dépit de prix faiblement

² Voir Owona dans cet ouvrage (pp. 45-69).

incitatifs. Elle s'explique par les contraintes internes des systèmes arborés (port couvrant des arbres, déficit de main-d'œuvre salariée, isolement géographique) qui laissent peu de place à d'autres cultures. Par ailleurs, dans un monde d'incertitudes, la plantation apporte un sentiment sécuritaire à son propriétaire quelle que soit la valorisation économique de son travail.

Le point de non-retour en pays bamiléké, l'agriculture extensive mieux armée en pays bété

Entre 1989 et 1994, la tendance générale est allée à l'allégement des charges sur le café *arabica* et le cacao (Janin 1996). Elle a conduit les planteurs de café *arabica* essentiellement – qui avaient massivement recours à des intrants importés – à mettre en veilleuse les plantations en reportant, diminuant ou arrêtant les différents soins cultureux. L'arrêt des subventions et, plus encore, la dévaluation ont eu pour effet de multiplier le prix des engrais et des pesticides. Ces derniers ont souvent été préférentiellement affectés au vivrier et au maraîchage. L'activité de replantation et de recépage a été suspendue, parce qu'elle mobilisait une main-d'œuvre plus utile à produire des vivriers. Cet abandon relatif a surtout été observé chez les planteurs pluri-actifs et les vieux sans relève.

Ce type de réaction consacre la supériorité momentanée de conduites agricoles extensives en période d'instabilité. Il a, malheureusement, des conséquences négatives sur le potentiel productif des plantations : attaques parasitaires dans les villages cacaoyers du Centre, point de non-retour pour les soins agronomique dans les vieilles plantations des hautes terres de l'Ouest.

La libéralisation des filières n'a pas eu d'effets graves en zone cacaoyère où le renchérissement des intrants réduit fortement les efforts de protection phytosanitaire sans remettre en cause l'appareil de production. Ici, la faiblesse des charges supportées en agriculture extensive (Alary, Courade et Janin,

1994) a limité l'endettement des planteurs. D'où la possibilité d'opérer les investissements productifs nécessaires à la préservation du capital arboré et au maintien des rendements lorsque la Sodecao s'est repliée. De même, l'intérêt d'une culture extensive est d'assurer une rémunération minimale même lors d'épisodes baissiers au prix, il est vrai, bien souvent d'une surexploitation du travail familial.

En zone café *arabica*, depuis trois années, la relance est très limitée. En tout état de cause, il faudrait plusieurs campagnes pour retrouver les niveaux de production des années 1980. Certes, il y a eu réévaluation des marges nettes par hectare et journée de travail (tableau 1) mais ce gain n'a pas permis de retrouver les niveaux rémunérateurs d'avant la crise. Et encore, ceux-ci ne sont possibles qu'au prix d'une diminution des soins culturaux qui compromet la pérennité des plantations. De plus, la restitution de la fertilité étant souvent inadaptée et insuffisante, les rendements, déjà très faibles, s'ameublissent encore. Le prix des engrais reste, bien évidemment, le principal facteur dissuasif.

En zone cacaoyère, l'incitation à la reprise est réelle. Certes, si une certaine inquiétude demeure, on a recommencé à recéper, replanter et agrandir ses plantations. Ce qui a pour conséquence de réactiver, çà et là, certaines formes de confrontation domestique pour l'accès à la terre.

Le renforcement des incertitudes est, en outre, pour le petit planteur, une incitation à réagir. Partout, « on se bat » et « on se cherche » : redécouverte d'espèces plus ou moins délaissées, telles que le kolatier, le safoutier ou le palmier-raphia, mise en valeur des bas-fonds pour cultiver tomate et piment et conquête des dernières terres « vacantes » d'altitude en pays bamiléké. On peut réussir ou échouer rapidement, par manque de moyens ou faute de techniques appropriées. Si l'on excepte une frange de planteurs ayant tiré profit de la formation de « niches » commerciales, la plupart des planteurs et de leurs épouses raisonnent encore en terme de sécurisation financière et alimentaire. Assurer sa subsistance est essentiel. On vend en-

suite ce qui peut l'être, quitte à commercialiser l'intégralité de la récolte pour faire face aux besoins courants. D'où la priorité accordée à des cultures pouvant être vendues ou autoconsommées. Le « tiercé de tête » reste identique selon les régions : vivrier, arboriculture et maraîchage pour les cacaoculteurs ; arboriculture, maraîchage et vivrier pour les caféiculteurs des plateaux volcaniques de l'Ouest.

Les fondements géographiques des comportements observés

Pour comprendre le sens des évolutions que l'on observe en période de changement brutal, il convient de mobiliser certains éléments d'ordre géographique. Certes, les comportements des acteurs s'élaborent d'abord en fonction d'une rationalité universelle et d'archétypes mentaux collectifs plus locaux, mais aussi par rapport à des lieux. L'espace intervient d'autant plus dans les stratégies agricoles qu'il se recombine en permanence à plusieurs niveaux : le terroir physique et symbolique avec ses atouts et ses contraintes, l'espace mouvant et multipolaire tissé par les réseaux lignagers en ville ou à la campagne, la présence-absence du marché local physique et de la référence mercantile globale. L'espace socio-géographique de référence du planteur est donc multiple et évolutif. C'est pourquoi, la culture d'exportation n'est pas seulement le facteur déterminant de l'organisation spatiale, mais également celui de la déconstruction/reconstruction des systèmes socio-spatiaux sous ajustement.

Densité et fertilité

En limitant le recours aux intrants importés, devenus rares et chers, la libéralisation remet en question certains « progrès » agronomiques (Courade, Grangret-Owona et Janin,

1994). Cette remise en cause est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient à une période critique où l'émigration urbaine a cessé d'apporter une solution à la saturation démographique et au système de répartition successorale favorisant la dispersion et l'amenuisement des terroirs cultivés. On a, en effet, observé que dans les chefferies de l'Ouest les plus densément peuplées (densité > 200 hab/km²) et en zone dense cacaoyère (Lékié), les exploitations étaient réduites et très morcelées, obligeant les actifs à développer des stratégies complexes d'acquisition de parcelles ou de sécurisation de droits.

Dans les terroirs bamiléké, l'engrais minéral permettait de résoudre, à bon compte, la question du manque de terre et de la gestion de la fertilité tout en faisant l'économie d'une véritable révolution verte. Sa diffusion massive a progressivement fait disparaître les autres modes de restitution de la fertilité à base de jachère améliorée et incité certains producteurs à ne plus réaliser d'entretien de fond des parcelles. Qui plus est, le renchérissement spectaculaire de l'engrais minéral, depuis la dévaluation, rend son usage parcimonieux et inefficace alors qu'il est indispensable au bon fonctionnement des systèmes cultureux intensifs (maraîcher ou caféier). Ceci pose, aujourd'hui, avec acuité le problème des rendements des cultures associées – café et vivrier – dans des micro-exploitations pratiquant la culture continue du sol. A leur baisse répond la nécessité de maintenir un niveau égal de production pour satisfaire les besoins alimentaires du ménage. Ceci n'est possible qu'en raccourcissant la durée des jachères lorsqu'elles existent encore, ce qui conduit à un appauvrissement accéléré des sols. L'autre possibilité consiste à défricher les secteurs écologiques marginaux fragiles : sommets et bas-fonds. Elle n'est toutefois possible qu'au prix d'une surexploitation de la main-d'œuvre familiale ou par le recours à de la main-d'œuvre salariée, toujours coûteuse. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la pérennité du système qui est menacée.

En réalité, ce qui retient l'attention, c'est la variabilité du phénomène du « retour en arrière » et de la « consommation

destructrice du capital écologique » (Mathieu, 1998) suite à l'ajustement au sein d'espaces densifiés présentant une homogénéité apparente. Si les potentialités naturelles différenciées de terroirs très typés interviennent dans la décision de modifier le mode de conduite de l'exploitation, c'est surtout la capacité économique de l'exploitant à acquérir les intrants sur le marché qui joue. Ce sont toutefois les modalités de gestion agronomique et foncière des espaces densifiés et le mode d'emploi des territoires non agricoles qui conditionnent les stratégies agronomiques et socio-économiques.

Dans les zones saturées, on est, par exemple, de plus en plus confronté à des agriculteurs qui ne parviennent plus à reproduire les itinéraires techniques et les savoir-faire traditionnels locaux permettant de restaurer les équilibres fondamentaux. Certains parce qu'ils ne les maîtrisent plus, d'autres parce qu'ils n'ont plus les moyens matériels de les mettre en œuvre, d'autres – enfin – parce qu'ils gèrent désormais le risque à très court terme. C'est le cas, par exemple, des exploitants spécialisés dans l'approvisionnement des marchés urbains pour lesquels les risques commerciaux et financiers l'emportent sur les risques agricoles. Les jeunes déscolarisés célibataires, de retour au village, sont également habités par l'urgence de pressurer la terre afin de maximiser leurs profits en dépit d'une inexpérience manifeste aux effets calamiteux.

Ces agriculteurs seront donc d'autant moins enclins à considérer la viabilité du système que leurs marges de manœuvre foncière et financière seront réduites. Avec le renforcement de l'esprit individualiste parmi ces néo-ruraux, la reproduction à long terme de l'agriculture n'est plus acquise alors que la gestion de la fertilité passe nécessairement, dans les espaces densifiés, par une régulation sociale collective forte³.

Le passage à une agriculture de marché plus spécialisée et plus ouverte implique donc que l'on s'interroge sur la gestion du risque à court et à moyen terme. Il induit, en outre, un

³ Voir Owona dans cet ouvrage (pp. 45-69).

processus cumulatif de différenciation socio-économique entre des producteurs capables de mettre en place des mécanismes compensateurs de revenu et d'autres trop appauvris pour pouvoir réagir.

Mobilité et foncier

La gestion de la mobilité joue un rôle très important dans le fonctionnement de l'exploitation : elle élargit la sphère socio-spatiale de vie du rural, elle raffermi les liens sociaux étirés par la distance géographique et elle réactualise les formes de soutien. Le quotidien est rythmé par les arrivées et les départs de parents, obligés et amis. La mobilité exerce aussi une incidence forte sur la réactivité des agriculteurs dans la mesure où les cycles de vie familiaux et économiques sont souvent décalés temporellement : la conduite programmée de la plantation est plus facile à modifier que la gestion des rapports sociaux.

Dans les économies familiales de plantation étudiées, il n'y a pas de dichotomie entre rural et urbain, villageois et citadin. Et la mobilité traduit cette complémentarité. Cette symbiose est, à l'origine, rendue possible par la délocalisation et l'éclatement des cellules nucléaires d'un même lignage.

Dans la société bamiléké, le départ en migration a longtemps été moins un exutoire démographique que l'expression d'itinéraires personnalisés d'accumulation. Dans l'aire d'influence de Yaoundé, les déplacements revêtent un caractère moins durable. Et l'émigrant bété préfère multiplier les cycles résidentiels entre son village et la ville. Dans les deux cas, cette dispersion familiale – loin de signifier l'affaiblissement des liens et des échanges – permet au contraire de jouer des complémentarités matérielles et symboliques entre espaces géographiques et cellules économiques.

En revanche, les structures spatiales ne sont pas les mêmes. La ville est le prolongement direct de la matrice spatio-

temporelle rurale traditionnelle bamiléké⁴. C'est pourquoi, les citadins étaient les principaux bénéficiaires du système de transferts communautaires. En zone cacaoyère, en revanche, c'est la ville qui organise et innove une matrice plus lâche. La mobilité multipolaire et emboîtée donne donc naissance à un système de vie à plusieurs échelles. Celui-ci a progressivement été amené à se recomposer en fonction des chocs macro-économiques. Le report de la demande de consommation urbaine sur les produits vivriers locaux a ainsi permis de sécuriser les débouchés des producteurs vivriers tandis que les planteurs de café et de cacao voyaient leur condition socio-économique réévaluée par rapport à des urbains appauvris et plus vulnérables. Si ces différents phénomènes concomitants ne rétrécissent pas la sphère de la mobilité, elle modifie cependant les lieux de centralités dans les itinéraires de vie : le village reste plus que jamais un espace de référence.

L'émergence d'une « question foncière » est aussi une conséquence indirecte de l'ajustement. Non seulement parce que le partage successoral est plus que jamais la règle, mais aussi parce que la redistribution traditionnelle de droits de culture permet de compenser l'inégalité des dotations initiales et parce que des droits éminents, plus ou moins tombés en désuétude, sont également réactivés par d'anciens citadins en difficulté. Si cet appoint de main-d'œuvre lève partiellement un goulet d'étranglement propre à l'économie de plantation camerounaise, il relance aussi, par là même, les conflits de génération et de prééminence, les luttes intestines pour la captation de droits. On se retrouve, à des degrés divers selon les terroirs, devant le dilemme suivant : faut-il donner, sur les terres lignagères encore disponibles, la priorité à des membres apparentés quitte à déloger des non ayants droit déjà installés ? Doit-on systématiser l'adoption de règles d'héritage plus sélectives afin d'éviter une parcellisation accélérée des exploitations ?

⁴ Cette matrice est caractérisée par un maillage spatial et un encadrement social très serré en pays bamiléké.

La convoitise foncière se révèle grande également lorsqu'il s'agit de s'appropriier les terres en marge des systèmes, riches de potentialités agricoles. Et l'on n'hésite pas non plus, en dernier ressort, à « squatter » les parcelles d'un exploitant sans recours social (veuve isolée, vieux planteur sans enfants, cadet social) afin de satisfaire sa fringale de terre. Ce qui tranche fondamentalement avec les crises antérieures, c'est moins la nature des formes de contestation et de confrontation que l'incapacité notoire des formes classiques de régulation – chef de village, chef de famille – à les résoudre. Tout se passe comme si la fragilisation des agro-systèmes amplifiait une crise des modes de régulation.

A terme, l'évolution des exploitations apparaît très contrastée : marginalisation économique et repli agricole pour celles qui n'auront pu maintenir le patrimoine foncier et développer de nouvelles activités marchandes génératrices de revenus ; reproduction élargie pour celles dont les chefs d'exploitation (notables, nouvelles élites, doubles actifs, héritier unique) auront pu acquérir de nouvelles tenures dans des terroirs moins saturés.

Les fluctuations des cours mondiaux ont leur origine première dans la dynamique cyclique de l'offre et de la demande dont l'inadéquation est favorisée par la faible plasticité des systèmes de culture arborée. Mais l'instabilité et l'imprévisibilité manifeste des prix dépendent encore plus des incertitudes climatiques, politiques et commerciales qui pèsent sur le fonctionnement du marché. Dans l'esprit du petit planteur, en revanche, les variations des prix d'achat du café ou du cacao sont plus la conséquence de la disparition de l'État-providence, des pratiques des commerçants, que des avatars du marché lui-même. Cette différence d'appréciation se retrouve aussi dans le

vécu de la crise. Si décideurs et autres analystes parviennent à périodiser les événements, il n'y a pas pour le planteur un avant, un pendant et un après de la crise puisqu'il en est souvent encore à attendre les retombées positives de la reprise macro-économique annoncée. Il est, hier comme aujourd'hui, en situation de précarité maintenue, contraint de parer au plus pressé. Comment, en effet, qualifier autrement une situation qui ne cède à aucune manipulation monétaire ou hausse des cours mondiaux ?

Au demeurant, le changement du mode de régulation se traduit moins, pour le planteur, par une revalorisation de sa condition que par une vulnérabilité renforcée. En effet, l'instabilité auquel il est soumis le fragilise. Elle peut remettre en cause, de manière inopinée, des choix cultureux ou des décisions familiales. Elle réduit aussi l'éventail des possibles et annihile parfois l'idée même de projet. A terme, elle peut désorganiser le quotidien du ménage et miner les fondements de sa cohésion. Enfin, cette dérégulation conduit à concentrer l'essentiel des responsabilités sur le petit producteur. Désormais, toute prise de décision – de replanter, de vendre, d'investir – lui incombe. Et c'est lui qui doit déchiffrer les signes du marché afin de mieux prévoir et anticiper.